

Habitants de **Bugeat** ou de **Viam**,
ou de **n'importe quelle commune** dans un **rayon de 80 km** autour du site,
nous sommes tous concernés
par le projet d'usine à pellets de Carbon Ingen'R Bugeat-Viam (CIBV)

Notre association réunit des personnes qui ont cherché à **comprendre dans le détail** les implications de ce projet, **au-delà des opérations de communication** organisées par les promoteurs. Et nous y avons trouvé **de nombreuses sources d'inquiétude**. Nous cherchons depuis le départ à **susciter un débat public contradictoire** que personne – ni les promoteurs du projet, ni les élus, ni les membres du PNR – n'a eu le courage de proposer.

C'est pour cette raison que nous avons organisé une première réunion publique à Bugeat le vendredi 27 octobre, à laquelle près de 150 personnes ont participé.

Le projet CIBV progresse à grande vitesse. Et ce n'est pas lorsque l'usine sera en marche, lorsque les promoteurs auront engagé des millions d'euros, **que nous pourrons nous opposer à ses nuisances : c'est maintenant** qu'il faut interrompre cette progression, pour enfin prendre le temps de considérer ce qu'on nous propose vraiment.

L'enquête publique qui débute le 14 novembre ne sera qu'un jalon de plus dans la fuite en avant de ce projet.

En effet :

- la mise en place d'une enquête publique n'est pas un indice de souci démocratique, mais une **simple obligation légale** à laquelle doivent se conformer les promoteurs.
- ainsi, **quel que soit l'avis des habitants**, le commissaire enquêteur pourra donner un avis différent.
- de même, **quel que soit l'avis du commissaire**, la préfecture pourra aussi donner un avis différent.

- **les conditions d'un véritable débat public ne sont ni mises en place, ni même recherchées**. Tout ce que nous avons c'est un dossier administratif pour un classement ICPE et pour un permis de construire : bonjour la novlangue, adieu la prise en compte des impacts généraux. Et ce ne sont pas les cinq visites d'une demi-journée d'un commissaire issu du génie civil qui permettront d'y voir plus clair. **L'avis d'enquête publique n'aborde même pas la question de l'approvisionnement de l'usine et de ses conséquences**, qui sont pourtant un élément crucial du dossier : que fait-on des 80km de territoire environnant, où seraient prélevés des dizaines de milliers de tonnes de bois, qui subiraient une circulation accrue de poids lourds, etc. ?

Nous ne pouvons que répéter ce qui est pour nous **une évidence incontestable** : ce projet est avant tout une promesse ronflante, parachutée par **des financiers attirés par les opportunités du moment**, mais **qui menace gravement** nos sols, nos forêts, nos milieux et conditions de vie, et ce bien au-delà de Viam et Bugeat.

Une véritable consultation populaire se devrait d'être informée et éclairée, en prenant en compte les avis et expertises contradictoires sur l'ensemble du territoire réellement concerné. Elle se devrait de prendre réellement le temps pour cela, en allant chercher toutes les personnes qui seront réellement impactées par l'usine, **et non de contribuer à une fuite en avant illusoire qui prétend transformer notre pays en une vulgaire mine à « biomasse »**.

Retrouvons-nous nombreux à la mairie de Viam **Mardi 14 novembre – de 8h30 à 10h00**

- **Dès 8h30**, soyons présents pour accueillir le commissaire le premier jour de l'enquête, afin de marquer notre opposition à ce projet, ainsi qu'à une enquête dont le seul rôle est de lui donner une légitimité de façade.
- **Entre 8h30 et 10h**, nous serons présents pour exprimer notre avis, et pour rencontrer les personnes souhaitant connaître nos arguments et nos critiques.
- **À 10h**, plusieurs associations soucieuses des questions sociales et environnementales donneront une conférence de presse.
- **Par la suite**, nous continuerons d'organiser des réunions publiques et de diffuser des documents permettant de comprendre les impacts réels de ce projet.

Ce que nous défendons, nous le défendons pour tous !

contact : nonalamontagnepellets@riseup.net